

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

(Article R 421-1-1 du Code de l'urbanisme)

CE FORMULAIRE PEUT ÊTRE UTILISÉ POUR TOUTE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE :

Toutefois, il est recommandé d'utiliser un formulaire plus adapté dans les cas suivants :

- une maison individuelle PC 157
- modificatif PC 158 bis
- une ligne d'énergie électrique PC 159

N.B. : Lorsque les travaux projetés comportent une clôture soumise à la déclaration prévue à l'article L. 441-2 du Code de l'urbanisme, la demande de permis de construire tient lieu de cette déclaration.

REMPLISSEZ CE FORMULAIRE A LA MAIN OU A LA MACHINE A ÉCRIRE :

A LA MAIN : écrire les noms propres en lettres capitales et utiliser de préférence un stylo à encre noire.

A LA MACHINE

A ÉCRIRE : régler la machine pour un interligne simple (1/6^e puce).

TRANSMETTEZ VOTRE DEMANDE COMPLÈTE A LA MAIRIE DE LA COMMUNE OÙ SE SITUE LE TERRAIN :

QUATRE EXEMPLAIRES (*) de l'imprimé, du projet et des pièces complémentaires éventuelles doivent être :
— soit DÉPOSÉS A LA MAIRIE contre décharge ;
— soit ENVOYÉS AU MAIRE par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal.

(*) Conformément à la législation, un ou plusieurs exemplaires SUPPLÉMENTAIRES pourront être demandés si l'instruction du dossier nécessite la consultation de plusieurs administrations (article R. 421-8 du Code de l'urbanisme).

RECOMMANDATIONS :

Le permis de construire est une autorisation administrative délivrée sous réserve du droit des tiers. Il est donc recommandé au demandeur de s'assurer, indépendamment de sa demande, que son projet de construction respecte bien les droits privés éventuels des tiers intéressés.

Il peut s'agir notamment de servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensolèvement, de mitoyenneté ou de passage ; pour un projet situé dans un lotissement, il peut également s'agir des règles figurant au cahier des charges du lotissement.

Il est également recommandé au demandeur :

- de s'informer auprès des services compétents des règles concernant plus particulièrement la protection de l'environnement, l'hygiène et la sécurité du travail, la sécurité et la santé publiques dont le respect relève de sa propre responsabilité ;
 - de s'assurer que la conception du projet permette l'usage normal de la construction dans le respect desdites règles.
- La présente recommandation vise notamment les projets de construction à destination industrielle, commerciale, artisanale ou agricole.

Dans les quinze jours suivant le dépôt de votre demande de permis de construire en mairie, vous recevrez une lettre vous indiquant la date avant laquelle la décision doit vous être notifiée.

Si vous ne recevez ni cette lettre, ni une demande de pièces complémentaires, vous avez la possibilité de requérir l'instruction de votre demande auprès de l'autorité compétente pour délivrer votre permis, par lettre recommandée avec avis de réception postal et copie au préfet (cf. article R. 421-14 du Code de l'urbanisme).

Cette démarche vous permettra de bénéficier, le cas échéant, d'un permis de construire tacite à l'issue d'un délai de deux mois. (Se renseigner auprès de la mairie ou de la direction départementale de l'Équipement.)

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à ce formulaire par les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de la mairie ou de la direction départementale de l'Équipement.

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DATE DE DÉPÔT				CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION				N° DE DOSSIER			
JOUR	MOIS	ANNÉE	MVT	DPT	COMMUNE	ANNÉE					
			5 8	P C							

1 DEMANDEUR (le demandeur est le bénéficiaire de la future autorisation)

NOM, PRÉNOMS OU DÉNOMINATION : **Mme Florence MOLINA & M. Eric CHAUVIN**

NOM D'USAGE : (le cas échéant)

TÉLÉPHONE : **04 90 83 39 12**

Office public d'H.L.M.	Société d'H.L.M. de crédit immobilier coopérative de production	Société d'économie mixte	S.C.I. autres sociétés vouées à la construction	Entreprise ou établissement à caractère industriel ou commercial	Collectivité locale	État ou Administration	Autre personne morale	Particulier
1	2	3	4	5	6	7	8	9 <input checked="" type="checkbox"/>

ADRESSE (numéro, voie) : **1243 B route de Chateauneuf du Pape**

Complément d'adresse :

Code postal : **84700** Localité de destination : **SORGUES**

PERSONNE MORALE (nom du représentant légal ou statutaire) : PROMOTEUR IMMOBILIER (le cas échéant) NOM ou DÉNOMINATION :

ADRESSE :

TÉLÉPHONE :

MAÎTRE D'OUVRAGE : la construction est-elle réalisée pour le compte de l'Etat, de la région ou du département, d'un établissement public ou concessionnaire de service public de l'une de ces collectivités d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale ? ☐ OUI ☒ NON

2 TERRAIN (le terrain est l'îlot de propriété constitué par la parcelle ou par l'ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision)

21. DÉSIGNATION DU TERRAIN

ADRESSE DU TERRAIN (numéro, voie, lieu-dit) :

1243 B route de Chateauneuf du Pape

Commune :

SORGUES

Code postal :

84700

Bureau distributeur :

SORGUES

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU TERRAIN (s'il n'est pas le demandeur) :

22. CADASTRE ET REMEMBREMENT

SUPERFICIE de la parcelle constituant la propriété : **1165** m²

Le terrain est-il inclus dans le périmètre d'une opération de REMEMBREMENT RURAL en cours de réalisation ? ☐ OUI ☒ NON

Le terrain a-t-il DÉJÀ fait l'objet d'une opération de REMEMBREMENT RURAL ? ☐ OUI ☒ NON

SECTIONS CADASTRALES, et pour chaque section le(s) numéro(s) de la ou des parcelles : **2NA – 129 AM 168**

23. SITUATION JURIDIQUE DU TERRAIN

Le terrain est-il situé dans un lotissement ?		NOM DU LOTISSEMENT OU DU LOTISSEUR :	
1.	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		
NUMÉRO(S) DU OU DES LOTS :		LOTISSEMENT autorisé le	Surface hors œuvre nette constructible sur le lot
2. Le terrain est-il issu depuis MOINS DE DIX ANS d'une plus grande propriété ?		SI OUI, DATE D'ACQUISITION :	
<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON			
3. UN CERTIFICAT D'URBANISME a-t-il été délivré pour le terrain ?		DATE DU CERTIFICAT :	NUMÉRO DU CERTIFICAT :
<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		4.	S'agit-il d'un terrain provenant de la DIVISION d'une propriété bâtie ? <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON

24. OCCUPATION ACTUELLE DU TERRAIN

1.	Existe-t-il des bâtiments sur ce terrain ? (dans l'affirmative, remplir la rubrique 341)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	2.	Parmi ces bâtiments, y en a-t-il qui sont destinés à être démolis à l'occasion de la réalisation du projet ? (dans l'affirmative, remplir la rubrique 342)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	3.	Y a-t-il eu sur le terrain des bâtiments qui ont été démolis depuis le 1-4-1976 ? (dans l'affirmative, remplir la rubrique 344)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
----	--	--	----	--	--	----	---	--

DEMANDE (FACULTATIVE) D'ARRÊTÉ D'ALIGNEMENT

Aucune construction ou installation ne peut être élevée en bordure d'une voie publique sans être conforme à l'alignement.
L'arrêté d'alignement permet au demandeur de connaître avec exactitude la ou les limites actuelles ou futures du domaine public routier en bordure du terrain sur lequel la construction ou l'installation est envisagée.
Cette demande sera transmise au(x) service(s) compétent(s) ; le ou les arrêtés d'alignement seront adressés directement aux demandeurs.

Je demande que me soit délivré le ou les arrêtés d'alignement en application de l'article L. 112-1 du Code de la construction et de l'habitation pour la ou les voies bordant le terrain désigné ci-dessus au cadre 2.

DATE : **2 novembre 2006**

SIGNATURE :

3 PROJET

31. ANTÉRIORITÉ

Si le projet a fait l'objet d'une demande de permis de construire antérieure, indiquer ci-contre son numéro :

32. AUTEUR DU PROJET ARCHITECTURAL

Architecte	Agréé en architecture	Maître d'œuvre indépendant	Demandeur	Autres	QUALITÉ :
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

NOM, PRÉNOMS ET ADRESSE (dans le cas où l'auteur du projet architectural n'est pas le demandeur) :
Atelier Ostraka – 42 rue Joseph Faraud, 84440 ROBION

33. CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

331. NATURE DES TRAVAUX (cocher l'une des cases numérotées de 1 à 6, puis répondre aux questions complémentaires pour les cas 1, 4, 5, 6)

Construction neuve 1 <input checked="" type="checkbox"/>	Extension ou surélévation d'un bâtiment existant 2 <input type="checkbox"/>	Création de niveaux supplémentaires à l'intérieur d'un bâtiment existant 3 <input type="checkbox"/>	Travaux d'aménagement intérieur d'un bâtiment accompagnés d'un changement de destination des locaux 4 <input type="checkbox"/>	Installation de locaux dépourvus de fondations 5 <input type="checkbox"/>	Autres travaux 6 <input type="checkbox"/>						
Nombre de bâtiments créés 1	ANCIENNE DESTINATION			NATURE DES TRAVAUX							
	Logement	Hébergement hôtelier	Commerces ou artisanat	Entrepôts commerciaux	Locaux industriels	Bâtiments agricoles	Bureaux	Aires de stationnement	Combles ou sous-sols non aménageables	Habitation légère de loisirs	Autre (à préciser au-dessous)
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autre <input type="checkbox"/>										

332. DESTINATION DES LOCAUX PROJETÉS

Logement	Hébergement hôtelier	Commerces ou artisanat	Entrepôts commerciaux	Locaux industriels	Bâtiments agricoles	Bureaux	Autre (à préciser)	Cas particulier d'une activité relevant du régime des installations classées par la protection de l'environnement
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans le cas où la construction projetée concerne un ouvrage de production, de transport, de distribution ou de stockage de l'énergie, cette énergie est-elle destinée principalement à une utilisation directe par le demandeur ?								
OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>								
Le projet concerne-t-il l'édification ou la modification d'une installation nucléaire de base ?								
OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>								

333. ASPECT EXTÉRIEUR (pour les projets complexes, compléter, si besoin est, cette rubrique par une notice descriptive ou en rajoutant les indications sur les plans de façades)

ENDUITS EXTÉRIEURS	MATÉRIAUX APPARENTS EN FAÇADE	MENUISERIES EXTÉRIEURES	TOITURES	CLÔTURE
NATURE	Bois (de type douglas et mélèze non traités)	Bois	Tuiles canal et toit-terrasse (graviers)	néant
COULEUR	naturelle : brun clair-gris et gris	brun clair	tuile et blanc-gris	néant

334. AIRES DE STATIONNEMENT (en cas d'impossibilité de réaliser les aires de stationnement, voir rubrique B.16 dans le tableau des pièces complémentaires à joindre éventuellement)

AIRES DE STATIONNEMENT AFFECTÉES AUX BESOINS DE L'OPÉRATION	a DANS LES BÂTIMENTS	b EN SURFACE	c EN DEHORS DU TERRAIN AFFECTÉ À L'OPÉRATION	TOTAL	DANS LE CAS c, INDIQUER CI-DESSOUS L'ADRESSE DES AIRES DE STATIONNEMENT :
NOMBRE D'EMPLACEMENTS	0	0	2	2	129 AM 17 (en bordure du droit de passage)
SURFACE EN MÈTRES CARRÉS (y compris les circulations)	0,00	0,00	97,00	97,00	DISTANCE À PARCOURIR ENTRE LE TERRAIN DE LA CONSTRUCTION PROJETÉE ET L'AIRE DE STATIONNEMENT AFFECTÉE À L'OPÉRATION 3,70 m

335. ESPACES VERTS

NOMBRE D'ARBRES DE HAUTE TIGE À ABATTRE	7	NOMBRE D'ARBRES DE HAUTE TIGE À CONSERVER	10	NOMBRE D'ARBRES DE HAUTE TIGE À PLANTER	0	SUPERFICIE TOTALE DES ESPACES VERTS PLANTÉS OU GAZONNÉS	900 m²
---	---	---	----	---	---	---	--------

34. DENSITÉ DE LA CONSTRUCTION (voir notice explicative)

NIVEAUX	SURFACES S	SURFACES DÉDUITES			S'	dont surfaces affectées à l'habitation		et dont surfaces affectées à un autre usage que l'habitation		d	e	Sa	NE RIEN INSCRIRE DANS LE CADRE CI-DESSOUS RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION				
	SURFACES HORS ŒUVRE BRUTES	a Combles et sous-sols non aménageables	b Toitures-terrasses, balcons, loggias et surfaces non closes au rez-de-chaussée	c Stationnement des véhicules dans la construction	S' = (a + b + c)	S''	S'''	d Logement des récoltes, des animaux, du matériel agricole, serres de production	e Déduction spécifique réfection d'habitation	Sb1	Sb2	Sa SURFACES HORS ŒUVRE NETTES (S'' x 0,95 + S''') - (d + e)	DATE DOSSIER COMPLET JOUR MOIS AN DATE DÉCISION JOUR MOIS AN ZONAGE POS 1 <input type="checkbox"/> POS publié Zone 2 <input type="checkbox"/> POS approuvé 01 <input type="checkbox"/> En zone aggro. 3 <input type="checkbox"/> Pas de POS 02 <input type="checkbox"/> Hors zone aggro. NATURE DE LA ZONE Zone opérationnelle Lotissement Hors zone Périmètre d'O.I.N. 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> RÉSERVE FONCIÈRE DPU ZAD Pré-ZAD Hors zone 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> AUTORITÉ COMPÉTENTE Maire au nom de la commune Président EPCI Maire au nom de l'État Préfet 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> NATURE DE LA DÉCISION Favorable Défavorable Sursis 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> 				
341 BÂTIMENTS EXISTANTS AVANT L'OPÉRATION	TOTAL	50,75 m²	0,00 m²	7,65 m²	0,00 m²	43,10 m²	0,00 m²	43,10 m²	0,00 m²	0,00 m²	43,10 m²						
342 BÂTIMENTS DESTINÉS À ÊTRE DÉMOLIS	TOTAL	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²	0,00 m²						
343 BÂTIMENTS CONSERVÉS	SURFACE HORS ŒUVRE NETTE DES BÂTIMENTS CONSERVÉS Sb = Sb1 - Sb2											Sb	43,10 m²				
344	En vue de bénéficier des droits acquis au regard de l'application éventuelle du plafond légal de densité (PLD) SURFACE HORS ŒUVRE NETTE AVANT LE 1-4-1976											Sc					
345 SURFACES CRÉÉES À L'OCCASION DU PROJET	RDC	182,13	0,00	51,16	0,00	130,97	109,80	21,17	0,00	0,00	125,48						
	R+1	21,68	21,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00						
TOTAL	S 203,81 m²	a 21,68 m²	b 51,16 m²	c 0,00 m²	Sa 130,97 m²	S'' 109,80 m²	S''' 21,17 m²	d 0,00 m²	e 0,00 m²	Sa 125,48 m²							
346 VALEUR DU TERRAIN	(A NE REMPLIR QUE POUR LES CAS PRÉVUS DANS LA NOTICE EXPLICATIVE) Participation pour surdensité autorisée par le POS. Versement lié au dépassement du PLD.											VALEUR DU TERRAIN « NU ET LIBRE » F/m²					

35. HAUTEUR DE LA CONSTRUCTION

LA HAUTEUR MAXIMALE DE LA CONSTRUCTION PAR RAPPORT AU SOL NATUREL EST DE 5,20 MÈTRES

36. PARTIE HABITATION

361. COMPOSITION	Agrandissement de logements existants	Nombre de pièces créées	Construction ou création de nouveaux logements	Nombre de logements créés	Réalisation de chambres (hôtels, foyers, centres)	Nombre de chambres créées								
362. FINANCEMENT ENVISAGÉ	Nombre de logements dont le financement principal relève de			Prêt à l'accession à la propriété (PAP)	Prêt locatif aidé (PLA)	Prêt conventionné	Autre financement							
363. UTILISATION PRINCIPALE ENVISAGÉE	Occupation personnelle	Vente ou location vente	Location vide ou meublée	Mixte à majorité location	Mixte à majorité accession	Logement de fonctions ou occupation à titre gratuit	364. DESTINATION							
365. HABITATION COMMUNAUTAIRE	Foyer de personnes âgées	Foyer de jeunes travailleurs	Foyers de travailleurs immigrés	Foyers pour enfants ou adolescents	Logement de transition	Cité universitaire	Casernement (gendarmes ou sapeurs-pompiers)	Autre	366. HÉBERGEMENT (commercial ou non)	Pension de famille	Colonie de vacances	Motel	Hôtel	Autre (dont internat)
367. HABITATION : NOMBRE PRÉVU DE	Chambres indépendantes	Logts 1 pièce	Logts 2 pièces	Logts 3 pièces	Logts 4 pièces	Logts 5 pièces	Logts 6 pièces et +	368. TYPE DE CONSTRUCTION	HABITAT INDIVIDUEL	Nombre de logts	HABITAT COLLECTIF	Nombre de logts	Nombre maximum de niveaux prévus	

37. PARTIE A USAGE AUTRE QU'HABITATION indiquer les trois principales destinations prévues ainsi que leur surface hors œuvre nette en mètres carrés (brute pour les locaux agricoles)

Destination	Surface hors œuvre	Cadre réservé	Surface hors œuvre	Cadre réservé
1. Abri de jardin, atelier	21,17			
2.				
SURFACE TOTALE DE LA PARTIE A USAGE AUTRE QU'HABITATION =			21,17	

4 ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (Voir notice explicative)

Je soussigné, auteur de la présente demande :
CERTIFIÉ exacts les renseignements qui y sont contenus et m'engage à respecter les règles générales de construction prescrites par les textes pris en application de l'article L. 111-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation sous peine d'encourir les sanctions pénales applicables en cas de violation de ces règles (articles L. 152-1 à L. 152-11).

Pour les personnes physiques, je déclare édifier ou modifier la construction projetée :
☒ POUR MOI-MÊME
☐ POUR AUTRUI

NOM : F. MOLINA & E. CHAUVIN

DATE : 2 novembre 2006

SIGNATURE :

NOTICE EXPLICATIVE

34 S DENSITÉ DE LA CONSTRUCTION : SURFACES HORS ŒUVRE BRUTES

Indiquer pour chaque niveau, la totalité de la surface de plancher :
— calculée à partir du nu extérieur des murs de façade au niveau supérieur du plancher — y compris les combles et les sous-sols (qu'ils soient ou non aménagés), les balcons, les loggias, les toitures - terrasses accessibles.

343 BÂTIMENTS CONSERVÉS

345 SURFACES CRÉÉES A L'OCCASION DU PROJET

Dans les communes pourvues d'un plan d'occupation des sols et si les bâtiments conservés et/ou les bâtiments projetés comprennent plusieurs des destinations visées à la rubrique 332, joindre à la présente demande un tableau faisant figurer par niveau les surfaces hors œuvre nettes pour chaque type de destination.

345

Dans cette rubrique, indiquer les NIVEAUX des surfaces créées de la façon suivante :
— 1^{er} sous-sol : R - 1,
— rez-de-chaussée : RC,
— 1^{er} étage : R + 1 ...

Si la construction envisagée comprend plus de huit niveaux, ou si votre projet concerne plusieurs bâtiments, vous devez fournir un état séparé par bâtiment et ne porter que la ligne TOTALE de cette rubrique.

Pour tout projet complexe, il est recommandé de joindre à la présente demande une fiche de calcul des surfaces sur un état séparé.

346 VALEUR DU TERRAIN

Vous devez déclarer la valeur de votre TERRAIN « NU ET LIBRE » dans les deux cas suivants :

- 1. Si, après réalisation du projet, la surface de plancher existante sur le terrain (Sa + Sb) excède la surface de plancher admise en application du coefficient d'occupation du sol (COS x surface du terrain Sd) et si ce dépassement est autorisé par le plan d'occupation des sols (se renseigner à la mairie ou à la direction départementale de l'Équipement) vous serez normalement redevable du versement lié au dépassement du plafond légal de densité (PLD) prévu à l'article L. 112-2 du Code de l'urbanisme.
 - 2. Si, après réalisation de votre projet, la densité des constructions existantes sur le terrain excède le plafond légal de densité (se renseigner à la mairie ou à la direction départementale de l'Équipement) vous serez normalement redevable du versement lié au dépassement du plafond légal de densité (PLD) prévu à l'article L. 112-2 du Code de l'urbanisme.
- Dans le cas de dépassement du plafond légal de densité, joindre également les pièces complémentaires visées à la rubrique B-16.

34 a : surface déduite : combles et sous-sols non aménagés

Possibilité de déduction de la surface des locaux ou de parties de locaux en combles ou en sous-sol :
— d'une hauteur inférieure à 1,80 m (calculée à partir de la face interne de la toiture ou du plafond et non pas à partir d'un faux plafond),
— ou constituant des locaux techniques (chauffière, ascenseurs),
— ou des caves.

34 e : déduction spécifique dans le cas de réflexion d'habitation

Dans la limite de 5 m² par logement, des surfaces de plancher affectées à la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux et celles résultant de la fermeture de balcons, loggias et surfaces non closes situées en rez-de-chaussée.

344 SURFACE HORS ŒUVRE NETTE AVANT LE 1-4-76

Dans le cas où il existait au 1-4-1976 sur le terrain des bâtiments dont la densité excède le plafond légal, et qui ont été démolis depuis, indiquer ici la surface hors œuvre nette correspondante. Cela permettra de vous faire bénéficier des droits acquis au regard de l'application éventuelle du plafond légal de densité (PLD).

4 ENGAGEMENTS DU

Pour les personnes physiques je déclare édifier ou modifier la construction projetée :
☐ POUR MOI-MÊME
☐ POUR AUTRUI

4 ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Cette déclaration est obligatoire pour que le demandeur soit dispensé du recours obligatoire à un architecte ou à un agréé en architecture pour établir le projet architectural à joindre à la présente demande, lorsque le demandeur est une personne physique voulant édifier ou modifier pour elle-même :
— une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher hors œuvre nette n'excède pas 170 mètres carrés,
— ou une construction à usage agricole dont la surface de plancher hors œuvre brute n'excède pas 800 mètres carrés.

INFORMATIONS SUR LA FISCALITÉ DE L'URBANISME

La délivrance du permis de construire que vous sollicitez peut être le fait générateur de taxes et contributions. En sus de la participation pour surdensité ou du versement pour dépassement du plafond légal de densité, vous êtes susceptible d'être redevable de la ou des taxes mentionnées ci-dessous :

- la taxe locale d'équipement (T.L.E.) perçue au profit de la commune ;
 - la taxe départementale d'espaces naturels sensibles (T.D.E.N.S.) ;
 - la taxe départementale pour le financement de l'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (T.D.C.A.U.E.).
- Le montant de chacune des taxes est établi en multipliant la surface hors œuvre nette (S.H.O.N.) du ou des bâtiments par une valeur forfaitaire correspondante au m², et par le taux applicable. Dans cette opération :
- la S.H.O.N. est la surface (Sa) que vous avez calculée dans le tableau 34 de la demande ;
 - la valeur forfaitaire au m² est fixée par décret et actualisée annuellement ;
 - le taux applicable est voté par le Conseil municipal pour la T.L.E. et par le Conseil général pour les deux autres taxes.

Ces taxes sont recouvrées en deux fractions égales payables à 18 et 36 mois après la délivrance du permis de construire. Toutefois, la T.D.C.A.U.E. est payable en un seul versement 18 mois après la délivrance du permis de construire.

En outre, vous pouvez être redevable de participations aux dépenses d'équipements publics.

Pour tous renseignements sur ces participations et sur ces taxes, et notamment leurs taux, adressez-vous à la mairie ou à la direction départementale de l'Équipement.

A — PROJET A JOINDRE A LA DEMANDE

Le projet à joindre à la demande est constitué par :

1. Le plan de situation du terrain établi à une échelle comprise entre 1/5 000 et 1/25 000 de format minimum 21 × 29,7 comportant : l'orientation, les voies de desserte avec indication de leur dénomination, des points de repère permettant de localiser le terrain (un extrait du plan d'occupation des sols de la commune ou le plan du tableau d'assemblage cadastral peut être utilisé).
2. Le plan de masse des constructions à édifier, des surélévations ou des extensions, coté dans les trois dimensions à une échelle comprise entre 1/500 et 1/500 comportant :
 - l'orientation ;
 - les limites cotées du terrain ;
 - la description du relief avant et, le cas échéant, après travaux (courbes de niveaux, ou différences de niveaux par rapport aux voies) ;
 - les plantations existantes à maintenir, à supprimer ou à créer (représentées différemment) ;
 - le cas échéant, l'emprise au sol des bâtiments existants à maintenir ;
 - la hauteur et l'emprise au sol de la construction projetée avec les distances aux limites du terrain (quand il y a plusieurs bâtiments, numérotter les bâtiments) ;
 - le cas échéant, l'implantation des clôtures existantes et des clôtures projetées, chacune figurée différemment ;
 - la localisation schématique des équipements privés : voies intérieures au terrain, aires de stationnement et accès aux voies de desserte, réseaux d'eau potable, réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales, réseaux d'électricité, de gaz... ;
 - la localisation schématique des équipements publics existants, desservant le terrain et les constructions (voiture, accès, eau, assainissement, électricité, gaz) ; à défaut d'équipements publics, indiquer les équipements privés prévus, notamment pour l'alimentation en eau et l'assainissement.
3. Les plans des différentes façades du ou des bâtiments à l'échelle de 1/50 ou de 1/100 (avec indications des matériaux apparents et des couleurs) ainsi que, le cas échéant, le dessin des clôtures envisagées (avec indication des couleurs) sauf pour les travaux visés au 4 ci-dessous.
4. Dans le cas de travaux portant sur un bâtiment existant et ne modifiant pas l'aspect extérieur de ce bâtiment (création d'un ou plusieurs niveaux supplémentaires, changement de destination des locaux) : fournir le plan des travaux et la superficie de plancher concernée en surface hors œuvre brute et en surface hors œuvre nette.

Dans le cas de construction ou de modification d'un ou plusieurs bâtiments, les plans mentionnés ci-dessus portent le cachet et la signature de l'architecte ou de l'auteur du projet ainsi que la signature du demandeur, à l'exception des cas où le recours à un architecte n'est pas obligatoire en application des articles L. 421-2 et R. 421-1-2 du Code de l'urbanisme.

B — PIÈCES COMPLÉMENTAIRES A JOINDRE ÉVENTUELLEMENT

CAS PARTICULIERS

PIÈCES A JOINDRE

1. Le demandeur n'est pas le propriétaire du terrain ou de la construction.
 - Les titres (ou autorisation du propriétaire) justifiant que le demandeur est habilité à construire sur le terrain ou à réaliser les travaux (art. R. 421-1-1 du Code de l'urbanisme).
 - L'attestation de mandat, datée et signée par le demandeur.
2. Le demandeur, qu'il soit ou non propriétaire du terrain, mandate un tiers pour accomplir les démarches.
 - Cette autorisation (article R. 421-1-1 du Code de l'urbanisme).
3. La construction est subordonnée à une autorisation d'occupation du domaine public.
 - L'attestation du lotisseur comportant le numéro du lot, la surface du terrain et la surface hors œuvre nette constructible sur le lot.
4. Le projet est situé dans un lotissement où la surface hors œuvre nette a été répartie par le lotisseur.
 - L'attestation du lotisseur certifiant, sous sa responsabilité, que les pièces-formes des votes desservant le terrain faisant l'objet de la demande et les réseaux compris sous celles-ci ont été réalisés (article R. 315-39-1 du Code de l'urbanisme).
5. Le terrain sur lequel s'implante la construction doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.
 - Les documents énumérés à l'article R. 315-5 (a) et, dans le cas où des équipements communs sont prévus, les pièces énumérées à l'article R. 315-6 du Code de l'urbanisme. La demande peut en outre être accompagnée d'un plan de division du terrain précisant, le cas échéant, le terrain d'assiette de la demande d'autorisation et répartissant la surface hors œuvre nette entre chacun des terrains issus de la division.
 - Le récépissé du dépôt de la demande de permis de démolir.
6. Des démolitions soumises à autorisation sont prévues.
 - L'étude d'impact sur l'environnement définie à l'article 2 du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 (article R. 421-2 du Code de l'urbanisme).
7. Les travaux projetés concernent une installation classée pour la protection de l'environnement.
 - La justification du dépôt de la demande d'autorisation ou de la déclaration prévue par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
8. La construction, à usage commercial, est assujettie à l'autorisation de la Commission départementale d'urbanisme commercial.
 - La copie de la lettre adressée par le préfet au demandeur de l'autorisation prévue à l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat.
9. Les travaux projetés concernant un immeuble de grande hauteur ou un établissement recevant du public.
 - Les plans et documents nécessaires à la formulation de l'avis de la Commission consultative départementale de la protection civile ou de la Commission de sécurité compétente.
10. La construction nécessite une dérogation admise aux règles générales de construction.
 - Une demande expresse de dérogation complète, le cas échéant, par les plans ou documents nécessaires à l'instruction de cette demande.
11. Le projet nécessite la création sur un terrain voisin, d'une servitude dite de cours communes.
 - L'acte instituant la servitude de cours communes par accord amiable ou par décision judiciaire en application de l'article L. 451-1 du Code de l'urbanisme.
12. Le projet nécessite un transfert des possibilités de construire.
 - L'acte instituant la servitude consécutive au transfert des possibilités de construction en application des articles L. 123-2, L. 332-1 et R. 332-13 du Code de l'urbanisme.
13. Le demandeur ne peut satisfaire lui-même aux obligations imposées par le plan d'occupation des sols en matière de réalisation d'aires de stationnement.
 - Le contrat de concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, ou la proposition de payer la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement, prévue à l'article L. 421-3 du Code de l'urbanisme.
14. Le projet a pour effet un dépassement du plafond légal de densité (PLD), lorsque celui-ci a été instauré sur le territoire de la commune.
 - Des extraits de la matrice cadastrale et du plan cadastral du terrain, et une déclaration indiquant l'intention ou non de constituer une caution solidaire auprès d'un établissement bancaire ou d'une société de caution mutuelle en application de l'article L. 333-11.
15. La construction à usage industriel, de bureau ou d'entrepôt commercial, est éditée en région Ile-de-France et soumise à agèment.
 - La décision d'agèment prévue à l'article L. 510-1 du Code de l'urbanisme.
16. La création en région Ile-de-France, de locaux à usage de bureaux ou de recherche, est soumise à redevance.
 - La déclaration AMV 500 R destinée au calcul de la redevance (article A. 520-1 du Code de l'urbanisme).
17. Le projet nécessite la coupe ou l'abattage d'arbres dans un bois, une forêt ou un parc soumis aux dispositions de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme ou des articles L. 311-1 ou L. 312-1 du Code forestier.
 - Une copie de l'autorisation de coupe ou d'abattage d'arbres et, le cas échéant, de l'autorisation de défrichement.
18. Les travaux projetés concernent un barrage, un ouvrage destiné à l'établissement d'une prise d'eau, d'un moulin ou d'une usine sur un cours d'eau non domanial.
 - Le récépissé du dépôt de la demande d'autorisation exigée par l'article 106 du Code rural.
19. Les bâtiments conservés et/ou les bâtiments projetés comprennent plusieurs des destinations prévues à la rubrique 332 et le projet est situé dans une commune pourvue d'un plan d'occupation des sols.
 - Un tableau faisant figurer par niveau les surfaces hors œuvre nettes pour chaque type de destination.